

Bulletin d'histoire politique

Dépassée, la nation ?

Jacques Beauchemin



Volume 14, numéro 2, hiver 2006

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054438ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054438ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Beauchemin, J. (2006). Dépassée, la nation ? *Bulletin d'histoire politique*, 14(2), 107–108. <https://doi.org/10.7202/1054438ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2006

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Dépassée, la nation ?

JACQUES BEAUCHEMIN
Département de sociologie
Université du Québec à Montréal

La nation a-t-elle fait son temps ? La mondialisation n'annonce-t-elle pas sa disparition, elle qui dit-on fait éclater les frontières et qui impose les lois du marché aux États qui prétendent encore réguler en propre leur espace national ? Les grands organismes internationaux n'ont-ils pas tendance à dicter aux États les politiques économiques et fiscales qu'ils devraient consentir à adopter en regard de leur propre compétitivité ou en fonction de l'assainissement de l'économie mondiale ? Pour plusieurs on trouverait là les raisons suffisantes pour se détourner du cadre national.

Mais les pourfendeurs de la nation invoquent un motif plus convaincant encore de la nécessité de repenser la communauté politique dans les sociétés modernes avancées : la nation, en tant qu'elle prétend parler au nom de tous ses membres réduirait au silence les paroles minoritaires. L'heure est à la démocratie participative, aux revendications identitaires, à la société civile et à ses associations de citoyens qui veulent désormais parler en leur nom propre. Le postnationalisme s'imposerait donc alors que la nation est remise en cause tant depuis son extérieur que dans ses propres frontières. Ses prétentions à s'autoréguler seraient battues en brèches en même temps qu'elle serait de moins en moins capable de répondre aux exigences d'une démocratie désormais plus attentive au « multiple » qu'à l'« un ».

Et puis, la nation serait affectée d'une autre tare : elle serait le lieu de possibles dérives antidémocratiques. Au Québec, plusieurs nous ont mis en garde contre ces dérapages et des dangers que représenterait le retour à une conception ethnique de la nation québécoise. Tout récemment encore, la course à la chefferie du Parti québécois a été l'occasion de s'éloigner ostensiblement du nationalisme du « sang » afin d'adhérer tout aussi fermement au nationalisme du « sol ».

Au Québec, l'obsession nationale nous détournerait d'enjeux sociaux pourtant cruciaux. Dans le tout dernier numéro de la revue française *Cités*, Jocelyn Létourneau interroge la possibilité d'une conception postnationaliste alors qu'il croit constater notre impuissance collective à traiter de ces enjeux, obnubilés que nous serions par la question nationale. En octobre dernier dans les pages du *Devoir*, il récusait également l'idée de nation québécoise et lui préférerait le concept de société.

Mais cette société doit pourtant s'ériger en communauté politique si tant est qu'elle veuille se donner un projet, une utopie à poursuivre. Or, de quelle manière peut-on fonder cette communauté politique si ce n'est d'abord en fixant les frontières à l'intérieur desquelles elle se reconnaîtra en son lieu propre ? Dans le cas du Québec cela signifie poursuivre le projet d'une société faite de solidarité et disposant, dans un État souverain, de tous les moyens institutionnels, financiers et juridiques nécessaires à la poursuite de ce projet.

Il faut cependant encore davantage. Le projet que je viens d'évoquer se constitue toujours sur fond de mémoire. Ainsi et par exemple, si les Québécois sont aujourd'hui si attachés au modèle social-démocrate, c'est bien parce qu'ils logent en lui depuis les années soixante une définition d'eux-mêmes imprégnée des valeurs de solidarité et d'égalité que porte de loin leur mémoire collective. La tolérance et l'ouverture aux conditions minoritaires dont on dit qu'elles n'ont pas leur pareil ailleurs au Canada ne provient-elle pas elle aussi d'une longue histoire de domination ?

Les Québécois lisent leur histoire comme celle d'une obsédante volonté de durer. Ce fil conducteur guide leur action et dégage devant eux une utopie à poursuivre. La société québécoise se construit ainsi dans le sentiment d'une certaine continuité. La nation en est le cadre et l'horizon.